

“ILS” NE SONT PAS LÀ POUR NOUS (SUITE)

Dans la série “Ils ne sont pas là pour nous” (sujet similaire déjà abordé, voir le lien en fin de billet) mais essentiellement pour appliquer les directives européennes, je vous propose quelques informations et rappels qui attestent de l’abandon de notre souveraineté au profit du libéralisme à tout va.



Pour respecter le fameux 3% de déficit accordés aux états de la Communauté – règle N° 1 imposée par les eurocrates et qui est à la base de la gestion de tous les états membres – et ouvrir les marchés à la concurrence ainsi qu’à l’international – règle N° 2 – les gouvernements français qui se sont succédé depuis quelques années ont entrepris un véritable travail de sape de notre identité française et de nos services publics. Giscard d’Estaing, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron ont appliqué à la lettre les directives européennes derrière lesquelles se tapit le lobby bancaire mondial. Résultats : 10.000 postes de policiers et gendarmes ont été gommés, 2/3 des maternités ont été fermées en 40 ans. Aujourd’hui les médias nous annoncent qu’en 2019, juste avant le COVID-19, **3.500** lits ont été supprimés. En 2018 ce sont **4.000** qui ont été mis au rebut.

Au total, entre 2003 et 2014, ce serait **69.000** lits qui auraient disparu ! (Source LCI). Quand on sait par ailleurs que 60.000

infirmières ont abandonné leur poste à cause de la pénibilité du travail et qu'un grand nombre n'ont pas récupéré de la première vague Covid, il y a de quoi s'inquiéter. Écoutons Patrick Pelloux le 7 octobre 2020 sur RTL :

<https://jean-de-pont-scorff.fr/wp-content/uploads/2020/10/Pelloux-il-manque-60.000-infirmieres.mp3>

Et comme disait le Président Macron récemment en visite le à l'hôpital Rothschild, le bien nommé, le problème des hôpitaux n'est pas une question de moyens. Ben non évidemment ! C'est une question d'ordre structurel. En d'autres termes, *"Organisez-vous de manière plus optimale et vous verrez, il n'est pas nécessaire d'embaucher"*. Parole de banquier. D'ailleurs, à quoi bon avoir un surplus de lits s'il n'y a pas d'infirmières et de médecins pour s'en occuper ? La déprogrammation, ou si vous préférez l'abandon momentané, de l'assistance aux autres malades devient donc une évidence. Ils attendront ! CQFD. Écoutons-le :

<https://jean-de-pont-scorff.fr/wp-content/uploads/2020/10/LHopital-cest-une-question-dorganisation.mp3>

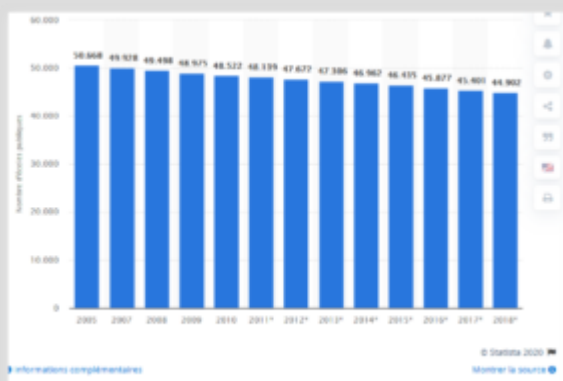
Aux services publics indispensables au bien être des français, nos marionnettes de Bruxelles leur ont substitué les privatisations à outrance, ouvert grand les vannes de la concurrence (qui finit en monopole, les plus gros mangeant les petits) et favorisé le partenariat Public-Privé (PPP) qui nous coûte une fortune (voir celui de l'Hexagone Balard siège du ministère de la Défense).

Bonne nouvelle malgré tout, il y a de l'argent en France pour certaines activités et projets; la difficulté pour les concrétiser réside dans l'obligation de rester dans les clous de Bruxelles ce que nos gouvernants savent faire particulièrement quand cela les arrange. Un exemple ? Voici ce que répondait l'excellent ministre chargé des comptes publics, Olivier Dussopt face à un obstacle juridique européen qu'il appelle élégamment *"problème technique"* (interview de JJ Bourdin le 29 septembre 2020 sur RMC) :

<https://jean-de-pont-scorff.fr/wp-content/uploads/2020/09/Europe-et-conv-ention-citoyenne-incompatibilite-Dussopt-290920.mp3>

Pour celles et ceux qui douteraient encore de l'emprise bruxelloise sur notre quotidien, je vous propose quelques illustrations chiffrées qui devraient vous convaincre de cette triste réalité (cliquez sur les photos et articles pour les agrandir).

Fermetures des écoles (Source Statista)



Cette statistique indique le nombre d'écoles publiques en France de 2005 à 2018. En l'espace de dix ans, leur nombre a diminué petit à petit pour atteindre 44.902 établissements en 2018. **Entre 2005 et 2018, plus de 5.000 écoles publiques ont été fermées.** Le ralentissement de la

croissance démographique invoqué en est-il la seule raison ?

Fermetures des lignes SNCF (Source Marianne)

Par Alexandra Saviana
Publié le 01/11/2018 à 9:45

Quelques mois après les assurances d'Edouard Philippe de ne pas toucher aux petites lignes ferroviaires les moins rentables, les collectivités locales continuent de s'inquiéter. En cause, l'épineuse question de leur entretien financé par des régions asphyxiées.

Le rapport Spinetta voulait les voir disparaître... et, par la magie de l'inertie de l'Etat, ce vœu va peut-être en partie se réaliser. Quelques mois après les assurances du Premier ministre, Edouard Philippe, **de conserver les petites lignes les moins rentables**, leur avenir semble plus que jamais incertain. Ce n'est ni la faute d'un rapport parlementaire ou d'experts, ni celle de **l'ouverture à la concurrence** de la SNCF... mais la conséquence du coût exorbitant de l'entretien du premier maillage ferroviaire du territoire. Le sentiment de solitude des régions qui doivent payer ce coût est immense.

Fermeture des maternités (Source Le Monde)



7 bébés sur 10 naissent en dehors de la commune où est domiciliée leur mère (Source INSEE)

Suppression de postes de fonctionnaires (Source JDD)



Rassurez-vous, on embauche quand même, mais... des contractuels en CDD, c'est plus économique et on peut les virer à tout moment. (voir l'article du Canard enchaîné du 7 octobre 2020).

Privatisations des autoroutes (26 milliards d'euros de dividendes entre 2016 et 2019)

Dominique de Villepin : « Nous n'avons pas décidé la privatisation des autoroutes »



Voici ce que dit la chaîne Public Sénat (9 juillet 2020):

Auditionné par la commission d'enquête du Sénat sur les concessions d'autoroutes, l'ancien premier ministre défend son choix de 2005 de vendre les dernières parts de l'État dans les sociétés concessionnaires, "aboutissement d'un mouvement plus ancien" d'ouverture à la concurrence, face "aux exigences de la Commission européenne". Il assure ne pas avoir "bradé les bijoux de famille".

Privatisations en tout genre

Électricité de France (EDF) est devenue ENEDIS, La poste a gardé son nom (étonnant !), Gaz de France (GDF) est devenu ENGIE, La Compagnie générale des eaux est devenue VIVENDI puis VEOLIA Environnement, les télécommunications (PTT) sont devenues ORANGE. Aucun secteur n'a été épargné. (banques, assurances, aéronautique...). Le Figaro a consacré un article récapitulatif des privatisations intitulé : *"Quel gouvernement a le plus privatisé en 30 ans ?"*. Vous avez la réponse ? Elle est ici.

Derniers fleurons en quête de dividendes, La Française des jeux, Aéroport de Paris...

Toutes ces privatisations ont-elles allégé vos factures ? J'en doute mais ces opérations ne vous étaient pas destinées. Le bilan pour vous se résume en cette formule d'un anonyme : **"Quand tout sera privé, on sera privés de tout"**.

Au risque de vous ennuyer ou de vous démoraliser, j'arrête là ma logorrhée de mauvaises nouvelles. Je pense vous avoir convaincu(e) que notre avenir ne se joue plus depuis longtemps à l'Assemblée nationale où, nos représentants passent le plus clair de leur temps (80%) à mettre en musique les lois européennes. Bon, me direz-vous, il leur reste quand même 20% pour nous concocter quelque textes législatifs bien français sur le climat, la bioéthique, les retraites, la famille, le mariage gay, la PMA, l'avortement, la vitesse sur route à deux voies et j'en passe et des meilleures. Pour ne pas être à l'origine d'une dépression qui pourrait vous gagner, je vous propose un petit florilège de lois bien de chez nous et de nature à vous détendre.

En attendant, le mépris affiché à l'égard du "petit peuple" et les dispositions qui vont à l'encontre de ses intérêts ne peuvent qu'aggraver son ressentiment et conduire aux extrêmes qu'il s'agisse des votations à venir ou de manifestations violentes toujours possibles, celles des Gilets jaunes constituant un sérieux avertissement qui n'a pas été entendu ni provoqué les effets escomptés. Les autorités, me semble-t-il, jouent avec le feu et ce faisant prennent le risque d'un embrasement toujours possible.

Lien du précédent billet sur le même sujet (un an avant le COVID).

Photos : Internet et sources indiquées.